

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne

Auxerre, le 21/03/2025

17 rue de la Plaine des Isles

89000 AUXERRE

ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

YONNE CONDITIONNEMENT

ZI Plaine des Isles

89000 Auxerre

Références : 250130

Code AIOT : 0025400020

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement YONNE CONDITIONNEMENT implanté ZI Plaine des Isles Rue des Caillottes 89000 Auxerre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YONNE CONDITIONNEMENT
- ZI Plaine des Isles Rue des Caillottes 89000 Auxerre
- Code AIOT : 0025400020 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Yonne conditionnement exploite un entrepôt de stockage de produits issus du secteur de l'édition.

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Traitement	Arrêté Préfectoral du 14/01/2002, article 13.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
2	Valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 14/01/2002, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
3	Prévention et lutte contre le bruit	Arrêté Préfectoral du 14/01/2002, article 22.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
4	Moyens de secours et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 14/01/2002, article 32.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

5	Réalisation d'exercice PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II -point 13	Demande d'action corrective	4 Mois
7	Construction et aménagements	Arrêté Préfectoral du 14/01/2002, article 36.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
8	Construction et aménagements	AP Complémentaire du 31/05/2007, article 37.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours
9	Construction et aménagements	AP Complémentaire du 31/05/2007, article 37.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 14/01/2002, article 33	
10	Prévention des risques	AP Complémentaire du 31/05/2007, article 40.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Un certain nombre de justificatifs est attendu de l'exploitant suite à l'inspection.

En particulier, l'exploitant doit fournir pour son site entier une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m² (reportées sur une cartographie du site) selon les prescriptions prévues par l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Si celle-ci met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m², des mesures décrites au point 2 de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2002, article 13.3

Thème(s) : Risques accidentels Eaux résiduelles (EU)

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales de ruissellement sur les parcs et voies de circulation sont collectées séparément et transitent, avant de rejoindre la bêche de retenue mentionnée au point 11.4, par un décanteur séparateur d'hydrocarbures capable de traiter un débit de pointe de 15 l/s et d'assurer une teneur en hydrocarbures des effluents traités inférieure à 5 mg/l.

Ce séparateur est équipé d'un dispositif d'obturation automatique et d'une alarme sonore anti-débordement.

Constats :

L'exploitant indique la présence d'un débourbeur-déshuileur en partie sud-ouest du site. Un nettoyage de celui-ci a été réalisé le 24/12/24. L'exploitant a présenté le BSDD associé.

Concernant la présence d'un dispositif d'obturation automatique et d'une alarme sonore anti-débordement au niveau du débourbeur-déshuileur, ce point n'a pu être vérifié sur place. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas pu présenter un plan à jour des réseaux d'eaux pluviales.

Il a indiqué que la société EUROVIA devait intervenir en mars pour créer de nouveaux regards sur les réseaux d'eaux pluviales et que le plan de ces derniers serait mis à jour à l'occasion (confirmé par mail du 07/03/25).

Par ailleurs, au nord-ouest sur site, un regard est présent au niveau du réseau d'eaux pluviales avec une pompe de relevage ainsi que 2 vannes sur son réseau. L'exploitant n'a pu confirmer qu'il s'agissait du système permettant de confiner les eaux d'extinction d'un éventuel incendie sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier :

- d'un plan des réseaux d'eaux pluviales à jour,
- d'un moyen permettant de confiner les eaux d'extinction sur site lors d'un éventuel incendie.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 2 : Valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2002, article 15

Thème(s) : Risques chroniques Contrôle et suivi des effluents

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit procéder, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.

Ce contrôle s'exerce dans les conditions suivantes :

Les prélèvements sont réalisés par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les prélèvements effectués doivent être inopinés.

L'organisme chargé des analyses doit être un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement.

Le contrôle porte sur les eaux pluviales prélevées à la sortie du séparateur mentionné au point 13.3 et avant que celles-ci ne rejoignent la bêche de confinement des eaux mentionnée au point 11.4.

Un contrôle doit être réalisé à la mise en service de ce séparateur.

Il est ensuite réalisé à fréquence annuelle.

Sont à analyser les hydrocarbures totaux suivant la norme NFT 90 114. Les rapports établis par cet organisme doivent être systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

L'intervention de l'organisme peut être déclenchée à l'initiative de l'inspection des installations classées pour application de l'article 8.

Constats :

L'exploitant n'a pas procédé au contrôle de ses effluents aqueux rejetés par son établissement.

Suite à l'inspection, par mail du 07/03/25, l'exploitant indique avoir pris contact avec 2 laboratoires pour réaliser les analyses de ses rejets aqueux et que les résultats seront fournis à l'inspection des installations classées dès réception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser le contrôle de ses effluents aqueux et fournir les résultats d'analyses à l'inspection des installations classées.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 3 : Prévention et lutte contre le bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2002, article 22.3

Thème(s) : Risques chroniques Contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, aux emplacements B1 et B2, tels qu'ils figurent sur le plan annexé.

Les mesures doivent être effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant a réalisé le contrôle des émissions sonores de son établissement le 16/05/2019. Il a présenté le rapport qui conclut à la conformité de celles-ci.

L'exploitant n'a pas respecté la fréquence quinquennale de mesures des émissions sonores. Par mail du 07/03/25, il indique qu'une intervention de l'APAVE est prévue le 12/03/25 pour la mesures des émissions sonores.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées le rapport des mesures des émissions sonores de son site.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 4 : Moyens de secours et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2002, article 32.4

Thème(s) : Risques accidentels Plan d'intervention

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan doit définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a fourni un POI et un PPI pour son site. L'exploitant n'étant pas classé SEVESO, il n'est pas soumis à l'établissement d'un POI/PPI mais étant à enregistrement au titre de la rubrique 1510, il est demandé pour son site un plan de défense contre l'incendie prescrit par l'article 23 de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. Par mail du 07/03/25, l'exploitant indique que leur intervenant extérieur va établir un plan de défense incendie et réaliser une formation incendie-évacuation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir son plan de défense incendie établi selon les prescriptions de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et notamment son article 23.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 5 : Réalisation d'exercice PDI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II -point 13		
Thème(s) : Risques accidentels Respect des fréquences réglementaires		
Prescription contrôlée : ...Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes-rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe....		
Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant a fourni une procédure "d'organisation évacuation incendie" ainsi que les comptes-rendus des 2 derniers exercices associés en date du 01/02/24 et du 01/12/20. Ces exercices s'apparentent plus à un exercice d'évacuation des bâtiments qu'à un réel exercice de défense contre l'incendie. Par mail du 07/03/25, l'exploitant indique avoir pris contact avec le SDIS pour réaliser un exercice de défense contre l'incendie (date prévisionnelle en juin 2025).		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser un exercice de défense contre l'incendie et fournir le compte-rendu associé.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 4 Mois		

N° 6 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2002, article 33

Thème(s) : Risques accidentels contrôles

Prescription contrôlée :

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques doit être effectué au moins une fois par an.

Les extincteurs doivent être vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication doit en être portée sur chaque appareil.

Constats :

L'exploitant a présenté :

- le compte-rendu des vérifications des installations électriques réalisées le 21/01/25 et le certificat Q18 associé,
- une attestation d'un électricien du 25/02/25 ayant traité une partie des observations relevées suite à cette vérification,
- le PV de vérification des extincteurs et RIA effectuée le 02/12/24,
- un devis du 09/02/25 signé pour les travaux associés à la vérification des extincteurs et RIA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la levée des différentes observations sur les installations électriques, extincteurs et RIA.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : Construction et aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2002, article 36.5		
Thème(s) : Risques accidentels Protection incendie		
Prescription contrôlée : Dans chaque bâtiment, les RIA sont disposés sur des faces accessibles opposées et à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel. Les extincteurs sont implantés à proximité des dégagements de manière à être bien visibles.		
Constats : Des extincteurs et RIA sont bien présents dans les différents bâtiments mais il n'a pu être vérifié que les RIA étaient disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Par mail du 07/03/25, l'exploitant indique avoir demandé, à leur installateur/vérificateur des extincteurs, une attestation concernant la couverture des RIA.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier que les RIA sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais :	3	Mois

N° 8 : Construction et aménagements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2007, article 37.3

Thème(s) : Risques accidentels Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Dans chaque entrepôt, les conditions ci-après doivent être satisfaites :

- un espace minimal de 0,80 m doit être maintenu entre les matières stockées et les parois ou éléments de structure,
- une distance minimale d'un mètre doit être maintenue entre les matières stockées et les éléments des plafonds ou des toitures.

Le bâtiment A3 doit être scindé en deux zones équivalentes, séparées par une travée de 10 m de largeur, exempte de tous matériaux.

Cette zone neutralisée doit être clairement matérialisée au sol.

Constats :

Lors de la précédente inspection du 24/08/2021, pour le bâtiment A3, la solution équivalente retenue par l'exploitant de substituer un mur CF 2 h 00 à une travée laissée libre de 10 m avait été vérifiée.

Le jour de l'inspection, au niveau du stockage masse, certaines palettes sont à moins de 0.8 m des parois ou éléments de structure.

Par mail du 07/03/25, l'exploitant indique avoir déplacé les butées de sécurité de 0.4 à 0.8 m pour éviter que les palettes soient trop près des parois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera par photos qu'un espace minimal de 0,80 m est maintenu entre les matières stockées et les parois ou éléments de structure.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 Jours

N° 9 : Construction et aménagements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2007, article 37.4

Thème(s) : Risques accidentels Conditions particulières relatives au stockage en masse

Prescription contrôlée :

Les matières conditionnées stockées en masse forment des îlots de caractéristiques suivantes :

- surface au sol maximale de 400 m²,
- hauteur maximale de stockage de 2 m,
- distance entre îlots de 2 m minimum.

Constats :

Concernant le stockage en masse dans le bâtiment A3, lors de la dernière inspection du 24/08/21, une hauteur supérieur à 2 m de stockage avait été relevée. Suite à cette inspection, l'exploitant a déposé un porter à connaissance (PAC) le 13/09/21 pour augmenter la hauteur du stockage en masse dans le bâtiment A3 (jusqu'à 4 m). Dans ce PAC, il a fourni des simulations Flumilog (en stockage rack ou masse hauteur sur 4 m). Les durées d'incendie calculées en stockage rack ou masse (respectivement 89 mn et 107 mn) restent inférieures à la durée 2 h 00 correspondant à la tenu du mur CF 2 h 00 entre les 2 cellules.

Cependant, les flux thermiques simulés ne sont pas reportés sur une cartographie du site afin de s'assurer de l'absence d'effets dominos et que les flux de 8 kW/m² ne sortent pas des limites du site.

Par ailleurs, **le site étant soumis à l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (rubrique 1510)**, l'exploitant devait élaborer " avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m².."

Comme le prévoit cette même annexe, si cette étude met en évidence des effets thermiques supérieures à 8 kW/m² en limite de site, des mesures sont à prendre "dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m²". Celles-ci sont décrites au point 2 de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir pour son site entier une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m² (reportées sur une cartographie du site) selon les prescriptions prévues par l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Si celle-ci met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m², des mesures décrites au point 2 de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 10 : Prévention des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2007, article 40.1

Thème(s) : Risques accidentels Surveillance des installations

Prescription contrôlée :

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, doit être mise en place en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie.

Constats :

L'exploitant indique qu'une télésurveillance hors heures ouvrées est bien en place.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :